

**Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Champagne-Ardenne**

Groupe de Subdivisions de la Marne
10 Rue Clément Ader – BP 177 – 51685 REIMS Cedex 2
tél. 03 26 77 33 51 ☒ 03 26 97 81 30
Mel : benoit.lomont@industrie.gouv.fr
Nos Réf. : SMR-BL/CM n° D R i 2006 995/APN
Affaire suivie par Benoît LOMONT

REIMS, le 29 septembre 2006

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société BLANCHISSERIE TRIOMPHE à CHALONS EN CHAMPAGNE.
Réf. : Transmission du 5 mai 2006 de Monsieur le Préfet de la Marne.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Par transmission du 5 mai 2006, Monsieur le Préfet du département de la Marne nous adresse aux fins de rapport devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, le registre d'enquête publique concernant la demande présentée par la société Blanchisserie TRIOMPHE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter son établissement sur la commune de CHALONS EN CHAMPAGNE.

I – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement est actuellement implanté sur la commune de Jâlons. Afin de se rapprocher de sa clientèle et de moderniser ses installations, la Blanchisserie TRIOMPHE va déménager et s'implanter sur la commune de Châlons en Champagne.

II – SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement comprendra une installation relevant de la nomenclature des installations classées, reprises dans le tableau ci-après :

DESIGNATION DES ACTIVITES	RUBRIQUE	REGIME	Quantité
Blanchisseries, laveries de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 La capacité de lavage de linge étant : 1. Supérieure à 5 t / j	2340.1	A	9 t / j

Emploi ou stockage acide acétique à plus de 50 % en poids d'acide, acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, acide formique à plus de 50 % en poids d'acide, acide nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 % en poids d'acide, acide picrique à moins de 70 % en poids d'acide, acide phosphorique , acide sulfurique à plus de 25 % en poids d'acide, anhydride phosphorique , anhydride acétique La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	1611	NC	Stockage d'acide de 2,38 tonnes
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant inférieur ou égal à 5 000 m ³	1510	NC	2500 m ³
Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	1630	NC	Stockage de soude de 1 333,5 kg
Combustion , à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4 La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, la puissance thermique maximale de l'installation étant inférieure à 2 MW*	2910.A	NC*	1 chaudière de puissance égale à 1060 kW 4 sècheurs de puissance 620 kW 1 sécheuse-repasseuse de puissance 390 kW 5 aérothermes de puissance unitaire de 35 kW Le combustible utilisé est exclusivement du gaz naturel
Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, ne comprimant ou n'utilisant pas des fluides inflammables ou toxiques, et dont la puissance absorbée est inférieure à 50 kW	2920	NC	2 Compresseur de puissance cumulée égale à 16,77 kW

Régime :

AS = autorisation avec servitudes d'utilité publique

A-SB = autorisation – seuil bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000

A = Autorisation

D = Déclaration

NC = Non Classable

* L'annexe à la circulaire du 10 juin 2005 concernant l'application de l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration sous la rubrique 2910 indique : « *on entend par installation, tout groupe d'appareils de combustion exploités par un même opérateur et situés sur un même site, et qui sont ou peuvent être techniquement raccordés à une cheminée commune. Cette dernière notion est relative à une proximité géographique. L'exploitant devra pouvoir la justifier sur demande de l'inspection* ».

Par courrier du 3 août 2006, l'exploitant souhaite que la puissance de la chaudière ne soit pas cumulée à celles des séchoirs et autres installations car les émissaires de sortie des rejets atmosphériques ne sont pas les mêmes pour plusieurs raisons :

- les rejets de la chaudière et des séchoirs n'ont pas la même température ni la même pression : l'utilisation d'un seul émissaire engendrerait un risque de retour de fumée et de perturbation d'une installation à l'autre,
- la distance entre les deux points de rejets est d'environ 20 mètres,
- relier les deux conduits obligerait à traverser un mur coupe-feu de degré deux heures,
- la hauteur du bâtiment aux deux endroits n'est pas la même avec une différence de plus de trois mètres.

III – SYNTHÈSE DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

La blanchisserie TRIOMPHE a déposé, à l'appui de sa demande, un dossier qui analyse l'impact et les risques présentés par son projet.

III-1 Examen de l'étude d'impact :

L'étude d'impact apporte notamment les renseignements suivants :

- toutes les eaux pluviales sont acheminées vers un puisard via un séparateur d'hydrocarbures pour les eaux de voiries,
- les eaux usées rejoignent le réseau d'assainissement de la zone pour être traitées en station et ce raccordement fait l'objet d'une convention,
- les émissions atmosphériques proviennent des installations de combustion fonctionnant au gaz naturel,
- une campagne de mesure du niveau sonore permettra de vérifier le respect des valeurs limites réglementaires.

III-2 Examen de l'étude de dangers :

L'analyse des risques n'a permis de dégager aucun phénomène dangereux associé au projet.

IV – INSTRUCTION DE LA DEMANDE

A – ENQUÊTE PUBLIQUE

Une enquête publique d'un mois s'est tenue en Mairie de Châlons en Champagne, du 13 mars au 13 avril 2006.

Observations recueillies au cours de l'enquête publique

Aucune remarque n'a été consignée dans le registre d'enquête publique.

Rapport du commissaire enquêteur

Monsieur le Commissaire Enquêteur conclut dans son rapport :

"J'ai retenu :

- *que les permanences se sont déroulées sans intervention du public, sans dépôt d'observations ni de courrier à joindre au registre,*

- que l'activité de l'établissement actuel encore en fonctionnement s'exerce sans rejet polluant d'aucune nature,
- qu'une extension locale sur le terrain actuel ne semble pas possible
- que dans la zone des Escarnotières, aucune habitation ne se trouve au voisinage direct, qu'aucune maison n'est susceptible d'être incommodée par des nuisances éventuelles d'odeurs ou de vapeurs incommodantes,
- que l'emplacement envisagé pour le transfert est actuellement en pleine zone en cours d'aménagement, sans qu'il soit possible de déterminer le voisinage direct qui sera de toute façon un établissement lui aussi à vocation industrielle,
- que l'activité qui y sera pratiquée n'émettra aucun rejet polluant, en dehors des eaux rejetées, eaux pour lesquelles une convention est prévue avec la commune de Chalons.

En conséquence, il peut, à mon avis, être donné un avis tout à fait favorable à cette implantation envisagée comme suite à son transfert de Jalons."

Avis du sous-préfet

Par lettre en date du 28 avril 2006, Madame la sous-préfète de Vitry-le-François émet un avis favorable à la réalisation de ce projet.

B – COMMUNES CONCERNEES

SARRY

Par délibération du 11 avril 2006, le conseil municipal de Sarry émet un avis favorable à la demande formulée par la Blanchisserie Triomphe.

SAINT-MEMMIE

Par délibération du 28 juin 2006, le conseil municipal de Saint-Memmie émet un avis favorable à la demande formulée par la Blanchisserie Triomphe.

C – AVIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS

1) Direction départementale de l'équipement

1^{er} avis :

Par lettre en date du 8 mars 2006, le Directeur départemental de l'équipement formule les observations suivantes :

"Au titre de l'urbanisme, ce projet se situe dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté les Escarnotières créée le 6 décembre 1990. Dans cette zone d'activités destinée à recevoir des établissements à caractère économique, les installations classées pour la protection de l'environnement sont admises quel que soit le régime auquel elles sont soumises, à condition qu'elles n'entraînent, pour le voisinage, aucune incommodité et, en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucune insalubrité ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux personnes et aux biens."

En conclusion, le Directeur départemental de l'équipement émet un avis favorable sur le dossier présenté.

2^{ème} avis

Par courrier du 14 mars 2006, l'inspection des installations classées a consulté à nouveau le Directeur départemental de l'équipement concernant les remarques formulées par le Directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile.

Par lettre du 26 avril le Directeur départemental de l'équipement formule les observations suivantes :

"En réponse, je vous confirme que le projet se situe en zone de susceptibilité forte de présence de cavités souterraines du fait de la proximité de cavités recensées dans l'inventaire publié par le BRGM en 2002 pour la communauté d'agglomération de Châlons en Champagne.

Il s'avère donc nécessaire de procéder, avant réalisation de tout projet, à des études géotechniques permettant de s'assurer de la stabilité du sol et notamment de l'absence de cavités souterraines. Un certain nombre de méthodes existent permettant de détecter les cavités, dont la micro gravimétrie et parfois le décapage soigné du terrain afin de mettre au jour d'éventuelles entrées de cavités.

Les sondages dont il est fait état dans le rapport du CEBTP indiquent la présence de craie à une profondeur d'environ 3 mètres, ce qui est un facteur favorable à son exploitation. Ce facteur aurait toutefois pu être pondéré par l'indication de l'altitude de la surface piézométrique de la nappe de la craie. Si cette surface est proche du toit de la craie, elle ne laisse pas suffisamment d'espace à l'exploitation et réduit la probabilité de présence de cavités.

Les sondages dont l'espacement est de 30 à 40 mètres ne peuvent garantir par eux-mêmes l'absence de cavités d'un diamètre inférieur à cet espacement."

3ème avis

Suite à différents échanges téléphoniques entre la DDE et la DRIRE, le Directeur départemental de l'équipement, par courrier du 20 juin 2006, a complété son avis du 26 avril 2006 par les observations suivantes :

"En réponse, je crois utile de rappeler que mes services travaillent actuellement à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Naturels de Châlons-en-Champagne. Les études de zonage de ce PPR démontrent que ce projet se situe en zone de susceptibilité forte de présence de cavités souterraines.

Pour cette raison, j'avais préconisé dans mon précédent courrier la réalisation d'études géotechniques permettant de s'assurer de l'absence de cavités souterraines.

Les cinq sondages réalisés par le Centre d'Expertise du Bâtiment et des Travaux Publics pour le compte de la SEMCHA ne peuvent garantir par eux-mêmes l'absence de risques, je vous propose donc de demander au pétitionnaire la réalisation de quatre sondages supplémentaires, suivant chacun des axes principaux du bâtiment projeté.

Je serais conduit à émettre un avis favorable à ce projet, sous réserve que les résultats des sondages prescrits ci-dessus ne révèlent pas d'éventuelles cavités dangereuses et ensuite en tant que de besoin de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour s'assurer de la stabilité du sol.

Par ailleurs, le projet sera également soumis à permis de construire, lequel serait accordé sous réserve de mettre en œuvre les investigations permettant d'exclure tous risques d'affaissement du sol."

2) Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile

Par lettre en date du 9 mars 2006, le Directeur du Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile indique :

"L'étude d'impact indique que le site se trouve en zone susceptible forte de présence de cavités souterraines dans le cadre des études menées par le BRGM pour l'élaboration d'un PPR sur la Communauté d'agglomération de Châlons en Champagne. Il me semble donc que des sondages devraient être effectués afin de s'assurer de l'absence effective de cavités souterraines : l'avis de la direction départementale de l'équipement pourrait donc être sollicité sur ce point particulier.

Dans son étude préalable de la protection contre la foudre du 29 septembre 2005, la société APAVE indique qu'il convient de mettre en place un certain nombre d'équipements (prise de terre, interconnexions) en vue de la protection contre la foudre, et notamment de parafoudres afin d'éviter la destruction de matériels sensibles après les effets indirects de la foudre (alarme incendie, réseau

télécommunications, etc.). Aussi, au regard de la protection des populations, l'installation des équipements précités devra être effective, ceux-ci permettant en particulier de maintenir en fonctionnement la ligne téléphonique nécessaire à l'appel des secours et de limiter des départs d'incendie au niveau de certains équipements."

En conclusion, le Directeur du Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile fait connaître que la réalisation de ce projet n'appelle pas d'objection de sa part.

3) Direction départementale des services d'incendie et de secours

Par lettre en date du 20 mars 2006, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours formule les observations suivantes :

- ↳ l'accès au site sera réalisé par une voie engins. La voie engins est une voie dont la chaussée répond aux caractéristiques suivantes :
 - largeur : 3 m, bandes réservées au stationnement exclues,
 - force portante calculée pour un véhicule de 160 KN (90 KN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m),
 - rayon intérieur minimum : 11 m,
 - surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 m,
 - hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,50 m de haut
 - pente inférieure à 15 %
- ↳ assurer la défense externe contre l'incendie par 3 poteaux d'incendie normalisés assurant un débit de 60 m³/h sous 1 bar de pression dynamique. Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permettrait pas l'alimentation des poteaux d'incendie de diamètre 100 mm normalisé, la défense devra être assurée à partir de points d'eau d'une capacité de 120 m³ (par poteau manquant) conformes aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

La distance maximale entre l'entrée du bâtiment et le premier poteau d'incendie doit être de 100 m. La distance maximale entre les différents poteaux d'incendie doit être de 150 m.
Un tiers des besoins en eau devra être au minimum disponible sur un réseau d'eau en pression.
- ↳ les points d'aspiration doivent toujours être d'un accès facile et aménagés au plus près des réserves ou points d'eau naturels afin de constituer des aires ou plates-formes dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum :
 - de 12 m² (4 m de longueur et 3 m de largeur pour les motopompes),
 - de 32 m² (8 m de longueur sur 4 m de largeur pour les autopompes)
- ↳ La hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5 m au dessous de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine de 0,80 m au dessous du niveau le plus bas du plan d'eau.

Ces points d'aspiration seront en tous temps signalés par des pancartes très visibles.

Il est rappelé en préambule que l'étude de ce dossier vise exclusivement la desserte et la défense contre l'incendie. Dans le cas présent, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Marne ne saurait être tenu comme responsable du contrôle du respect des règles relatives à la protection contre l'incendie des bâtiments destinés à un usage autre que ERP (Etablissement Recevant du Public) ou IGH (Immeuble de Grande Hauteur)

Après examen de ce dossier, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours formule un avis favorable à la demande.

Dans un deuxième avis du 16 août 2006, et après un nouveau calcul prenant en compte de nouveaux murs coupe-feu, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours indique que 2 poteaux d'incendie suffisent, assurant chacun un débit de 60 m³/h sous un bar de pression dynamique et un débit simultané de 120 m³/h.

4) Direction régionale de l'environnement

Par lettre en date du 11 mai 2006, le Directeur régional de l'environnement formule les observations suivantes :

"- Les eaux pluviales de toiture sont collectées et évacuées en puisards sur le site.

- Les eaux pluviales de voirie seront traitées par un séparateur à hydrocarbures avant d'être également infiltrées en puisard.

- Les eaux usées sanitaires sont traitées par la station d'épuration de CHALONS EN CHAMPAGNE.

- Les eaux industrielles constituées par la part non recyclée d'eaux de lavage du linge, représente environ 120 m³ par jour. Après filtration, elles sont neutralisées et transitent par un échangeur pour abaisser leur température. Elles sont ensuite déversées dans le réseau d'eaux usées de la zone. Le dossier indique qu'une convention de rejet sera établie entre l'industriel et le gestionnaire de la station d'épuration. L'arrêté préfectoral d'autorisation devra imposer un délai pour la signature de cette convention.

En conséquence, le Directeur régional de l'environnement émet un avis favorable sur le dossier présenté.

5) Direction départementale du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle de la Marne

Par lettre en date du 29 mars 2006, le Directeur départemental du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle de la Marne porte à notre connaissance que le dossier présenté n'appelle pas d'observation de sa part.

6) Direction régionale des affaires culturelles

Par lettre en date du 14 avril 2006, le Directeur régional des affaires culturelles formule les observations suivantes :

"J'ai l'honneur de n'assortir cette demande d'installations classées d'aucune prescription archéologique. Il convient de rappeler au pétitionnaire que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L. 531-14 du code du patrimoine."

7) Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de la Marne

Par lettre en date du 9 mai 2006, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Marne émet les remarques suivantes :

"Les dispositifs de séparation des réseaux d'eau (forage – réseau public) permettront l'impossibilité de mélange et de retour des eaux vers le réseau public (disconnecteur, vannes deux voies, clapet anti-retour).

Ils devront recevoir l'accord des services chargés de l'exploitation des réseaux d'eau potable.

Il conviendra de réaliser des tests d'infiltration pour les puisards.

Comment a été résolu le problème de la suspicion de cavités souterraines (page 35)?"

D- REPONSES DE L'EXPLOITANT

Par courrier du 18 juillet, 21 juillet, 24 juillet, 3 août et 7 août 2006, l'exploitant a apporté plusieurs réponses aux demandes de compléments formulées par l'inspection des installations classées suite à l'avis des différents services.

V – AVIS DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

La blanchisserie TRIOMPHE ne dispose pas de CHSCT.

VI – AVIS DU RAPPORTEUR

VI-1 Cavités souterraines :

Pour répondre à la demande de la direction départementale de l'équipement, l'exploitant a transmis le 18 septembre 2006 les conclusions de nouvelles investigations du BRGM qui conclut au caractère improbable de la présence de cavités souterraines sous la parcelle concernée.

Consultée sur ces nouvelles investigations, la direction départementale de l'équipement a levé son avis défavorable dans un nouvel avis du 29 septembre 2006 en précisant que le pétitionnaire devra au moment des travaux de terrassement, comme cela est précisé dans l'avis du BRGM, procéder à une inspection du site décaissé, prévu sur une profondeur de 0,60 m, afin de noter toute anomalie qui pourrait être constatée de visu.

VI-2 Classement des installations de combustion :

Sur la base de l'argumentaire développé par l'exploitant dans son courrier du 3 août 2006 (cf. chapitre II du présent rapport), l'inspection des installations classées propose de ne pas cumuler la puissance de la chaudière avec celles des séchoirs ce qui confirme le non classement pour la rubrique 2910.

VI-3 Réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté :

Consulté sur le projet d'arrêté préfectoral par message électronique du 12 juillet 2006, l'exploitant a répondu par courriers du 18, 21 et 24 juillet, 3, 7 et 21 août 2006.

Toutes ses remarques qui apportaient surtout des précisions techniques sur le projet d'arrêté ont été prises en compte (corrections de forme, précisions sur la consommation d'eau des machines, sur les rejets d'eaux usées, sur la puissance des aérothermes et sur les chaudières).

VII – PROPOSITIONS ET CONCLUSION

L'instruction de la demande d'autorisation déposée par la blanchisserie TRIOMPHE pour son projet n'a pas soulevé d'opposition.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le projet d'arrêté ci-joint, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société Blanchisserie TRIOMPHE à Châlons-en-Champagne.

Rédacteur	Validateur et approbateur
L'inspecteur des installations classées	P/la Directrice et par délégation le Chef du groupe de subdivisions de la Marne
<i>signé</i>	<i>signé</i>
Benoît LOMONT	Laurent LEVENT